

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Cluster Munition Monitor 2022

Sous embargo jusqu'au 25 août 2022, 10:00 (heure d'été d'Europe centrale)

[CLIQUEZ ICI POUR TÉLÉCHARGER LE RAPPORT](#)

Progrès dans l'élimination des armes à sous-munitions éclipsés par le bilan humain désastreux du fait de leur utilisation généralisée en Ukraine

Genève, le 25 août 2022 – Un nouveau rapport publié aujourd'hui par la [Coalition sur les armes à sous-munitions \(CMC\)](#) documente l'utilisation massive des armes à sous-munitions par la Russie depuis son invasion de l'Ukraine le 24 février, causant des centaines de victimes civiles et détruisant des foyers, des hôpitaux, et des écoles. Le [rapport 2022 de l'Observatoire des armes à sous-munitions \(Cluster Munition Monitor 2022\)](#) montre également comment les États et les opérateurs de l'action contre les mines travaillent ensemble pour éliminer les armes à sous-munitions et faire face à leurs effets de longue durée au niveau global.

« L'utilisation massive par la Russie en Ukraine d'armes à sous-munitions internationalement interdites démontre un mépris flagrant pour la vie humaine, les principes humanitaires, et les normes juridiques, » a déclaré Mary Wareham, rédactrice du chapitre sur les politiques d'interdiction du rapport. « Une condamnation sans équivoque de l'utilisation en cours d'armes à sous-munitions en Ukraine est crucial pour renforcer la stigmatisation de ces armes et mettre fin à la menace qu'elles représentent. »

Jusqu'à présent, des centaines d'attaques d'armes à sous-munition menées par les forces russes ont été documentées, signalées ou auraient eu lieu en Ukraine cette année. Les forces ukrainiennes semblent également avoir utilisé l'arme à plusieurs reprises dans le conflit en cours. Ni la Russie ni l'Ukraine n'ont adhéré à la convention, qui a 110 États parties et 13 signataires.

Lancées depuis le sol ou larguées depuis les airs, les armes à sous-munitions s'ouvrent et dispersent des sous-munitions sur une large surface de façon totalement indiscriminée. De nombreuses sous-munitions n'explorent pas comme prévu, laissant des restes explosifs et des sous-munitions qui menacent des vies et empêchent l'accès aux terres arables, créant des obstacles au développement socio-économique. Le traité d'interdiction des armes à sous-munitions de 2008 prévoit une interdiction complète de l'arme, et exige la destruction des stocks, le déminage des zones contaminées par des restes d'armes à sous-munitions, une éducation aux risques, et l'assistance aux victimes.

Le rapport est publié alors que les États parties à la convention se préparent pour leur réunion annuelle, qui aura lieu du 30 août au 2 septembre, aux Nations Unies à Genève. La CMC exhorte la Russie à mettre un terme immédiat à ces attaques indiscriminées et appelle tous les signataires à prendre les mesures pour renoncer à ces armes et adhérer à la convention sans délai.

À l'échelle mondiale, *Cluster Munition Monitor 2022* a identifié au moins 149 nouvelles victimes de restes d'armes à sous-munitions. C'est la première fois en une décennie qu'aucune nouvelle victime d'attaques d'armes à sous-munitions n'a été signalée au cours de l'année précédant la publication du rapport. Le nombre total de victimes en 2021 représente également une forte baisse par rapport aux totaux annuels de 2020 (360 victimes) et de 2019 (317 victimes). Cependant, le nombre total réel de victimes dans le monde est probablement plus élevé en raison des difficultés dans l'enregistrement des victimes.

La baisse significative du nombre de victimes observée en 2021 a été éclipsée par le nombre désastreux d'attaques d'armes à sous-munitions lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les données préliminaires indiquent au moins 689 victimes civiles signalées lors d'attaques d'armes à sous-munitions au cours du premier semestre 2022. Cela représente une augmentation de 300% par rapport au total mondial de 2021. Les premiers chiffres de victimes en Ukraine commencent à se rapprocher des taux de victimes observés en Syrie lors des années avec les attaques les plus meurtrières.

Les civils restent les premières victimes des armes à sous-munitions, au moment des attaques et après la fin du conflit, les enfants étant particulièrement exposés. En 2021, les civils représentaient la quasi totalité des victimes (97% des victimes dont le statut civil était connu) ; alors que le nombre d'enfants victimes était déchirant, avec 90 tués et blessés et une moyenne d'âge de 10 ans.

« C'est tout simplement épouvantable de constater que les enfants représentent les deux tiers de toutes les victimes des restes d'armes à sous-munitions enregistrées par le rapport pour l'année passée. De toute évidence, ces armes ne doivent jamais être utilisées, où que ce soit, par qui que ce soit, » a déclaré Loren Persi, rédacteur du chapitre sur l'impact du rapport. « C'est un terrible rappel du besoin urgent pour un déminage rapide des zones contaminées, une éducation aux risques des sous-munitions adaptée à l'âge, et un plus grand soutien dédié aux victimes et à leurs familles. »

L'impact socio-économique de la pandémie de la COVID-19 semble également avoir accru les risques, les personnes étant contraintes de se livrer à des pratiques dangereuses pour compléter leurs moyens de subsistance, notamment en travaillant dans des zones contaminées ou en collectant de la ferraille ou des restes explosifs. Un niveau de financement insuffisant continue d'être cité comme l'un des principaux obstacles au progrès dans la décontamination des terres et la distribution d'une assistance adéquate aux survivants et aux communautés affectées. En particulier, le soutien entre pairs figure parmi les activités les plus nécessaires et les moins soutenues, selon le rapport.

Dans ce contexte difficile, il y a eu des développements positifs dans la mise en œuvre de la convention avec les opérations d'action contre les mines revenant à un niveau quasi normal.

En 2021, les États parties ont déclaré avoir déminé au moins 61km² de terres contaminées, entraînant la destruction d'environ 81 000 sous-munitions, des résultats similaires à ceux de l'année précédente.

À ce jour, 37 États parties ont achevé la destruction de 99% du total des stocks mondiaux d'armes à sous-munitions. De 2021 à mi-2022, les États parties de la Bulgarie, du Pérou, et de la Slovaquie ont détruit 1 658 armes à sous-munitions et 46 733 sous-munitions.

L'éducation aux risques reste un élément essentiel de la réponse aux dangers persistants posés par les restes d'armes à sous-munitions et de la protection des communautés affectées. La diffusion de messages vitaux s'est poursuivie dans les régions touchées par le conflit ciblant les personnes les plus menacées. La guerre en Ukraine a vu les intervenants d'urgence et les opérateurs de déminage accroître leur utilisation des communications digitales, distribuer du matériel de sensibilisation dans les stations de métro et de train, et fournir une éducation aux risques interpersonnelle dans les abris.

Parmi les autres conclusions du *Cluster Munition Monitor 2022* :

- Il n'y a eu aucun rapport ou allégation de nouvelle utilisation d'armes à sous-munitions par un État partie depuis l'adoption de la convention en 2008.
- La Syrie a connu le plus grand nombre de victimes annuelles que tout autre pays. Cependant, le nombre de victimes enregistrées en Syrie a diminué, l'année 2021 a enregistré son plus bas total annuel depuis 2012. La dernière utilisation rapportée d'armes à sous-munitions en Syrie remonte à mars 2021, mais des attaques auraient pu ne pas être enregistrées.
- Au moins 26 pays et trois autres territoires restent contaminés par des sous-munitions non explosées.
- Mondialement, 12 pays ont achevé le déminage des terres contaminées par les armes à sous-munitions. Aucun état contaminé par les armes à sous-munitions n'a terminé le déminage de son territoire au cours de l'année écoulée.

Fin.

Informations supplémentaires

À propos de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions (*Landmine and Cluster Munition Monitor*)

L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'initiative de la société civile en charge de la recherche pour la Campagne internationale pour interdire les mines et de la Coalition sur les armes à sous-munitions (ICBL-CMC).

Le rapport 2022 de l'Observatoire des armes à sous-munitions (***Cluster Munition Monitor 2022***) est publié en amont de la dixième réunion des états parties à la Convention sur les armes à sous-munitions qui se tiendra du 30 août au 2 septembre

La treizième édition annuelle examine le niveau d'adhésion à l'interdiction des armes à sous-munitions et sa mise en œuvre par les États. Il documente les progrès et défis pour assurer le déminage des restes d'armes à sous-munitions, fournir une éducation aux risques, et assister les victimes de ces armes. Le rapport se concentre sur les événements de l'année 2021 avec des informations datant d'août 2022 dans la mesure du possible.

www.the-monitor.org | www.icblcmc.org | [@MineMonitor](https://twitter.com/MineMonitor)

À propos de la Convention sur les armes à sous-munitions de 2008

La convention interdit totalement les armes à sous-munitions, exige la destruction des stocks, le déminage des zones contaminées, et la mise en œuvre d'une éducation aux risques et d'une assistance aux victimes de ces armes. Actuellement, 123 pays ont rejoint la convention.

Contact

Marion LODDO (elle)

Responsable éditoriale – ICBL-CMC

Portable/WhatsApp +41 78 677 40 40

monitor2@icblcmc.org

Fuseau horaire : Genève, Suisse (CEST/UTC+2)